

Sur le toit de l'hepia, à Genève, 136 m² de potager qui font figure de modèle.



production et de la consommation des citoyens. Qui plus est, les terres agricoles du canton de Genève (36% de la surface au sol, soit 10 000 hectares) ne couvriraient que 10 à 20% des besoins alimentaires des 500 000 habitants du canton, si leur production leur était exclusivement réservée.

Emmanuel Ansaldi constate par ailleurs «un réel décalage entre les déclarations d'intention du public qui veut se nourrir en produits locaux, voire bios, et leurs actes d'achats plutôt tournés sur les produits «bon marché». Si les projets agricoles en ville reçoivent autant de sympathie du public, c'est parce qu'ils répondent à un besoin de connaissance et de reconnexion à la nature», ajoute le spécialiste de l'environnement.

Agriculture urbaine, l'âge de raison

PAR CATHERINE NIVEZ Faute de modèle économique rentable, les fermes urbaines et les potagers sur les toits creusent d'autres sillons comme le lien social, l'éducation et la reconnexion avec la nature.

POTAGERS SUR LES TOITS, fermes périurbaines et autres jardins associatifs au pied des immeubles fleurissent dans les villes suisses depuis une vingtaine d'années. Reflet de cette ébullition, l'association Genève cultive liste 153 projets d'agriculture urbaine uniquement sur le canton du bout du lac.

Si l'engouement des citoyens pour l'agriculture en ville ne se dément pas, le modèle économique peine à décoller. En 2017, la startup zurichoise Urban Farmers, qui commercialisait des containers-potagers sur les toits, a fermé ses portes faute de rentabilité. D'autres startups s'en sortent mieux (mais ils ne produisent pas d'aliments), comme farmy.ch, supermarché bio en ligne spécialisé dans la livrai-

son directe du producteur au consommateur. Ou encore InFarm, startup berlinoise qui vient de lever 100 millions de dollars pour commercialiser des serres verticales d'intérieur. Ses clients finaux sont la grande distribution.

Ces succès ne doivent pas cacher la réalité économique de l'immense majorité des projets agricoles en milieu urbain. Leur activité marchande est en effet quasi inexistante: «L'agriculture urbaine ne nourrit pas», commente Emmanuel Ansaldi, adjoint scientifique à l'Office cantonal de l'agriculture et de la nature (OCAN).

Les chiffres le confirment: la grande distribution capte toujours plus de 90% de la

«Je n'y crois pas»

«Le potager urbain comme source alimentaire, je n'y crois pas», surenchérit Isaline Quarta, chargée du potager à la Haute Ecole du paysage d'ingénierie et d'architecture (hepia) à Genève. Avec 136 m² de cultures potagères sur son toit, l'hepia fait figure de modèle. «Le problème en ville, c'est que la plupart des toitures ne sont pas conçues pour être végétalisées. Elles ne supportent pas le poids de la terre, explique encore l'agronome. Nous utilisons notre potager comme champ d'expérimentation pour nos étudiants, pas pour produire des aliments. Je crois davantage dans les parcelles de verdure englobées dans la ville, pour faire diminuer l'effet de «four» en ville et pour créer du lien social. Pas pour nourrir.»

Depuis peu, de nouvelles initiatives émergent pour sensibiliser les citoyens. La récente Maison de l'alimentation durable du territoire de Genève, baptisée MA-Terre, ambitionne de fédérer les acteurs locaux de la filière agricole, mais aussi les consommateurs avec la

Fédération romande des consommateurs, ou encore l'Ecole hôtelière de Genève pour mieux informer et favoriser de nouveaux projets agricoles en ville. Un «relais agricole en milieu urbain» pour un jour gagner enfin de l'argent... ■

L'ACTIVITÉ MARCHANDE DE CES PROJETS EST QUASI INEXISTANTE: «L'AGRICULTURE URBAINE NE NOURRIT PAS»